

# Institutionnalisation des données sur les forêts

## Leçon 2: Dispositifs juridiques et institutionnels pour opérer le SNSF

Version textuelle

*La version interactive de cette cour est disponible gratuitement à l'adresse  
suivante : [elearning.fao.org](https://elearning.fao.org)*

© FAO, 2025



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>).

**Dans cette leçon**

Objectifs d'apprentissage .....	2
Pourquoi les dispositifs juridiques et institutionnels sont-ils nécessaires à l'établissement du SNSF? .....	2
Appui de la FAO à l'institutionnalisation du SNSF .....	4
Opérationnaliser un système national de suivi des forêts .....	5
Engagements internationaux et instruments non contraignants pertinents .....	5
Cartographie des responsabilités et des acteurs du SNSF .....	7
Défis juridiques pour l'institutionnalisation du SNSF .....	8
Problèmes d'accessibilité et de partage des données .....	8
Pourquoi le suivi est-il important dans le contexte de la CCNUCC? .....	8
Nécessité d'un mécanisme de coordination multisectoriel .....	9
Résumé .....	9

Cette leçon introduit les instruments juridiques pour l'institutionnalisation du système national de suivi des forêts (SNSF), à travers la présentation des acteurs et des responsabilités appuyant les différentes composantes du SNSF. Elle présente aussi diverses questions relatives à l'accessibilité des données et aux implications du manque de transparence, qui peut mener à des résultats non fiables ou non durables, et aux solutions juridiques pour relever ces défis.

## Objectifs d'apprentissage

À la fin de cette leçon, vous serez en mesure de:

- comprendre l'importance de l'institutionnalisation du SNSF pour une utilisation rationalisée de l'information générée dans le secteur forestier;
- identifier les acteurs et les responsabilités impliqués dans l'opération du SNSF; et
- reconnaître les types d'enjeu inhérents au partage de données, à l'accessibilité et au manque de transparence qui peuvent mener à des résultats non fiables et/ou non durables.

## Pourquoi les dispositifs juridiques et institutionnels sont-ils nécessaires à l'établissement du SNSF?

Un SNSF **solidement institutionnalisé** peut aider à assurer l'appropriation et la permanence de la collecte de données, ainsi que l'adoption d'une structure de gouvernance claire, définissant les rôles des différentes entités impliquées dans le SNSF et les systèmes d'information s'y rapportant.

Selon les Directives volontaires sur le suivi national des forêts (DVSNF) présentées dans la **Leçon 1**, le processus d'**institutionnalisation du SNSF** signifie qu'il est intégré dans l'administration forestière du pays de manière formelle, ferme et permanente. La mise en place d'une base juridique, d'un engagement financier, et d'un cadre institutionnel permanent pour garantir une mise en œuvre et une opération efficaces est essentielle.

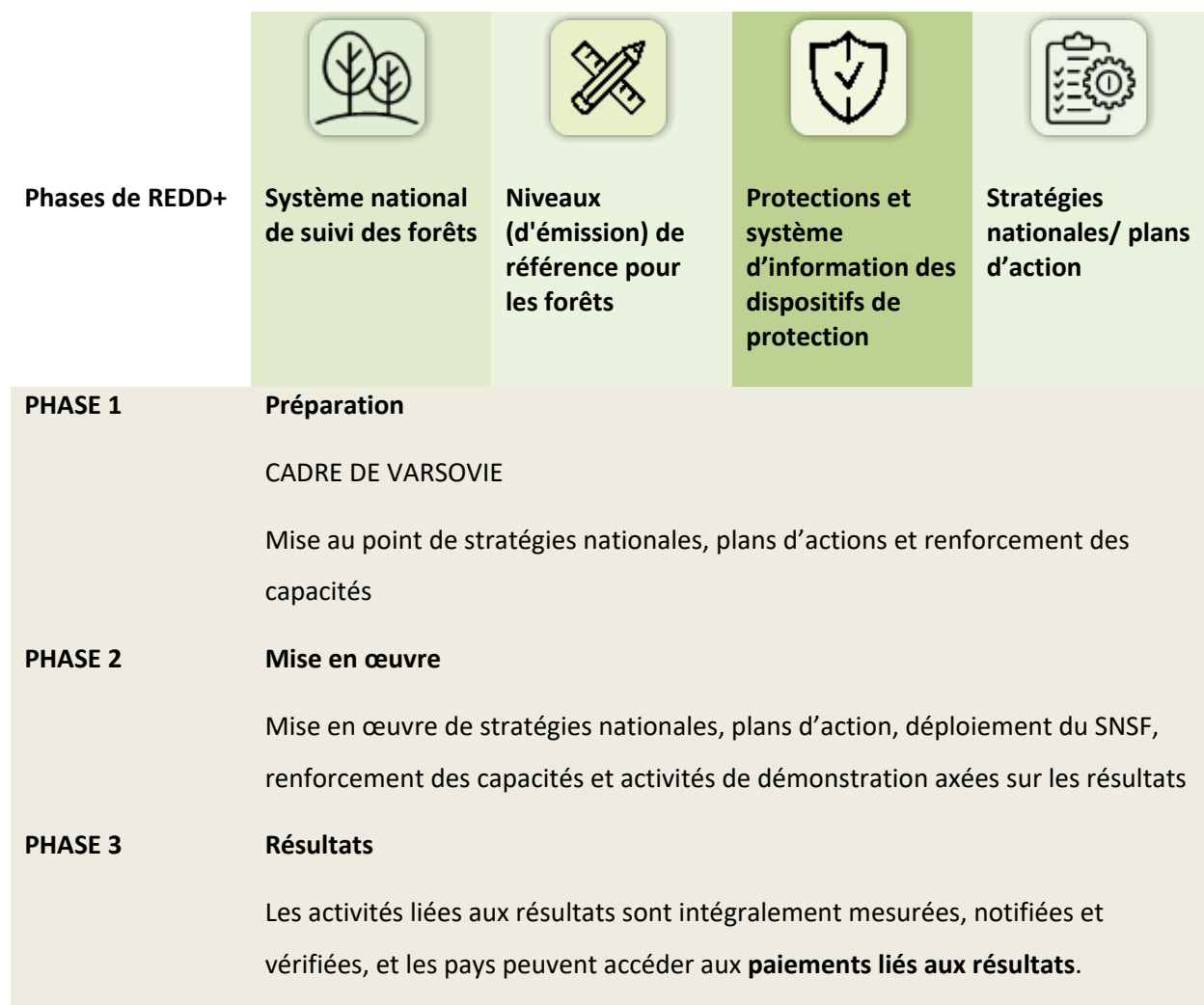


Les institutions liées aux forêts avec des mandats clairs peuvent faciliter l'assurance de la durabilité du SNSF. Elles peuvent aussi améliorer la transparence et la fiabilité des données sur les forêts pour les rapports nationaux et internationaux et l'accès aux ressources financières, y compris les paiements liés aux résultats (RBP) REDD, et informer de manière appropriée les processus de

prise de décisions pour réduire la déforestation et la dégradation et promouvoir une gestion durable des forêts.

### Paielements liés aux résultats REDD+

L'ONU-REDD appuie la mise en œuvre des phases suivantes:



### Que peut faire un SNSF solidement institutionnalisé?

La foresterie implique des **processus à long terme**, qui nécessitent des structures solides pour faire appliquer les mesures adoptées dans le temps au-delà des cycles politiques. Un SNSF solide et institutionnalisé peut ainsi contribuer à ce que:

- le suivi national des forêts soit considéré comme une responsabilité gouvernementale fondamentale, et génère un sentiment d'appropriation;
- les données et l'information soient recueillies, gérées, rendues disponibles en permanence et analysées dans le temps de manière cohérente;
- les données sont stockées dans un système d'archive physique et numérique sécurisé, pour être disponibles en permanence pour les usagers;
- les experts nationaux soient fidélisés, ce qui constitue une condition préalable au développement et à l'amélioration futurs du système;
- le gouvernement ait un point de contact clair lorsqu'une analyse et de l'information liée aux forêts spécifique sont nécessaires;
- les flux d'information entre les entités compétentes soient plus clairs et s'appuient sur les protocoles de partage de données et de notification;
- l'expertise et l'expérience gagnées soient conservées pour créer la «mémoire institutionnelle» nécessaire; et
- une structure de gouvernance claire soit adoptée, définissant les rôles des différentes entités impliquées dans le SNSF et les systèmes d'information connexes.

### Appui de la FAO à l'institutionnalisation du SNSF

La FAO appuie l'institutionnalisation du SNSF à travers divers programmes. Parmi eux, le programme ONU-REDD est le programme collaboratif des Nations Unies pour la Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+) dans les pays en développement. Le programme a été lancé en 2008 et met à profit le rôle rassembleur et l'expertise technique de la FAO, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Il convient de saluer l'appui du Danemark, du Japon, du Luxembourg, de la Norvège, de l'Espagne, de la Suisse et de l'Union européenne. Pour plus d'informations veuillez consulter [www.un-redd.org](http://www.un-redd.org). Elle aide les pays partenaires à remplir leurs engagements à travers:

1. l'appui direct à la conception et la mise en œuvre des quatre piliers REDD+ et l'accès aux RBP;
2. l'appui complémentaire sur mesure aux actions REDD+ nationales et infranationales; et
3. l'appui au renforcement des capacités techniques et la facilitation du partage de connaissances Sud-Sud.

L'appui de la FAO aux pays est informé par les décisions de la Conférence des Parties au titre de la **Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)**, ainsi que par les directives fournies par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.



Études de cas à présenter dans la **Leçon 3**.

### Opérationnaliser un système national de suivi des forêts

Les pays ont réalisé des progrès substantiels dans la mise au point et l'opérationnalisation de leurs systèmes nationaux de suivi des forêts, pour remplir leurs engagements de mesure, notification et vérification (MNV), y compris pour REDD+ au titre de la CCNUCC, ainsi que dans la fourniture de meilleures données sur les forêts pour appuyer efficacement la prise de décisions et les politiques nationales de réduction des émissions de carbone du secteur forestier.

Guidé par la CCNUCC, l'établissement d'un SNSF pour REDD+ a progressé grâce au **renforcement des capacités** des agences nationales et des parties prenantes, et à la coopération Sud-Sud.

### Engagements internationaux et instruments non contraignants pertinents

Les négociations entre les pays signataires de la CCNUCC au sein de la Conférence des Parties (COP) ont mené à une série de décisions liées aux activités REDD+ au fil du temps. Celles-ci prennent la forme d'une **combinaison de principes, de règles et de modalités**, y compris des orientations méthodologiques, pour mettre au point un SNSF solide et transparent. Ce processus a pour résultat une série de dispositions, y compris des recommandations et des exigences, à la fois institutionnelles et techniques. Un SNSF doit jouer un rôle crucial dans l'apport d'information et d'estimations dans le **Cadre de transparence renforcé de l'Accord de Paris** (art. 13), au titre duquel, au-delà de 2020, les pays en développement devront soumettre une annexe REDD+ pour l'évaluation technique.

#### Cadre de transparence renforcé au titre de l'Accord de Paris

Conçu pour promouvoir la transparence et la confiance mutuelle, le cadre de transparence renforcé (CTR) s'appuie sur les dispositifs de transparence existants mis en place au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), plus connus comme le **cadre de mesure, notification et vérification (MNV)**. La transparence des mesures se réfère à l'information que chaque

pays doit fournir régulièrement afin de suivre le progrès de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN), aux rapports d'inventaire national des gaz à effet de serre (I-GES), et à l'information liée aux impacts et à l'adaptation au changement climatique. La transparence de l'appui se réfère à la clarté de l'appui fourni et reçu pour l'atténuation, l'adaptation, le financement, la mise au point et le transfert de technologies et le renforcement des capacités. Le cadre de transparence est orienté par les modalités, procédures et lignes directrices, qui stipulent que tous les pays (exceptés les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement) doivent soumettre des rapports et de l'information tous les deux ans, et suivre le progrès de leurs CDN.

Pour en savoir plus sur le CTR, référez-vous au cours *Forêts et transparence au titre de l'Accord de Paris*. (<https://elearning.fao.org/course/view.php?lang=fr&id=616>).

Parmi les autres engagements internationaux et instruments non contraignants pertinents, on retrouve:

### Défi de Bonn

Il vise à restaurer 150 millions d'hectares (ha) de terres déboisées et dégradées dans le monde à l'horizon 2020, et 350 millions ha à l'horizon 2030. L'approche de la restauration des forêts et des paysages, qui cherche à restaurer l'intégrité écologique tout en améliorant le bien-être humain à travers des paysages multifonctionnels, est sous-jacente dans le Défi de Bonn. Consultez aussi la *Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes*: <https://www.decadeonrestoration.org/fr>

### Objectifs de développement durable

En particulier l'*ODD 15*, qui enjoint à gérer durablement les forêts, combattre la désertification, enrayer la dégradation des terres et mettre fin à la perte de biodiversité.

### Objectifs 5 et 7 des Objectifs d'Aichi

En particulier, selon l'objectif 5, d'ici à 2020, le rythme d'appauvrissement de tous les habitats naturels, y compris les forêts, est réduit de moitié au moins et si possible ramené à près de zéro, et la dégradation et la fragmentation des habitats sont sensiblement réduites. Objectif 7: D'ici à 2020, les zones consacrées à l'agriculture, l'aquaculture et la sylviculture sont gérées d'une manière durable, afin d'assurer la conservation de la diversité biologique.

### Déclaration de New York sur les forêts

La *Déclaration de New York sur les forêts* (en anglais) est une déclaration politique qui rassemble des gouvernements, des entreprises et des acteurs de la société civile, y compris des organisations de

peuples autochtones, dans le but commun de réduire de moitié la perte des forêts naturelles à l'horizon 2020 et de l'éradiquer totalement à l'horizon 2030. La Déclaration a été adoptée par des dizaines de gouvernements, plus de 30 entreprises parmi les plus importantes au monde, et plus de 50 organisations influentes de la société civile et des peuples autochtones.

## Cartographie des responsabilités et des acteurs du SNSF

Tel que décrit dans la cartographie des parties prenantes de la Leçon 1, un SNSF implique de nombreux acteurs appuyant différentes composantes du système, comme la collecte, l'analyse et la gestion des données, le suivi et la mesure des émissions GES, et la notification et la vérification des réductions des émissions dans le secteur forestier.

C'est pourquoi les responsabilités pour les différents éléments du SNSF, répartis parmi un éventail **d'institutions, de divisions ou de services**, doivent être dûment reflétées dans l'instrument juridique, en tenant compte de **considérations de genre** pour valoriser le rôle des femmes dans les institutions liées aux forêts. En outre, un accord sur les méthodologies à utiliser dans l'analyse des données et l'assurance de la cohérence entre les entités sectorielles est nécessaire.



### Acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux

Bien qu'une seule institution gouvernementale puisse être responsable de la coordination de diverses composantes d'un SNSF, plusieurs institutions gouvernementales et non gouvernementales sont impliquées dans l'opération du système, contribuant à l'inventaire forestier, à la cartographie, la planification et la gestion des forêts, au suivi des forêts et des terres, à la mesure du carbone des sols, à l'identification des espèces, aux estimations et à la notification des gaz à effet de serre, etc.

Ces institutions comprennent **des divisions techniques de ministères, des commissions et des agences étatiques, des entreprises privées, des organisations non gouvernementales (ONG), des universités, des centres de recherche régionaux et des partenaires de la coopération internationale.**



## Défis juridiques pour l'institutionnalisation du SNSF

Les préoccupations concernant la distorsion, le stockage ou la mauvaise utilisation des données et de l'information, ainsi que le manque de confiance, les problèmes liés aux coûts, les mandats institutionnels ambigus et les cadre juridiques inconsistent ou peu clairs sont souvent source de défis pour l'accessibilité des données.

Bien que des **solutions informelles** produisent parfois des résultats, ceux-ci sont généralement peu fiables et non durables. En outre, **l'information limitée sur les systèmes de partage de données**, ou les lacunes en la matière, peut entraîner une duplication des efforts.



Un SNSF fermement institutionnalisé contribue à relever un certain nombre de défis liés à l'accessibilité, au partage de données et à la transparence.

## Problèmes d'accessibilité et de partage des données

Garantir l'accès et le partage des données entre institutions - gouvernementales ou non gouvernementales - et au sein d'une même institution peut parfois s'avérer une tâche difficile!

Bien que des **solutions informelles** produisent parfois des résultats, ceux-ci sont généralement peu fiables et non durables, car ils dépendent de réseaux personnels et de possibles faveurs en retour. En outre, l'information faible sur les systèmes de partage de données, ou les lacunes en la matière, peut entraîner une **duplication des efforts**, ce qui n'est pas rentable et peut donner lieu à des incohérences.

Même si les données sont partagées, des problèmes de format et de fiabilité voient souvent le jour, ainsi que des conflits concernant **l'utilisation, le stockage et l'organisation des données**.

## Pourquoi le suivi est-il important dans le contexte de la CCNUCC?

Le suivi national des forêts (SNF) est essentiel à la disposition d'information efficace pour les décideurs politiques, pour faciliter la gestion durable des forêts et aider les pays à se conformer à leurs objectifs de réduction des émissions. Le SNSF se concentre sur **l'acquisition de données et d'information sur les forêts au niveau national**, leur condition, leurs valeurs et leurs utilisations.

**Le SNF permet aux pays d'adapter leurs politiques forestières grâce à des informations actualisées, fiables, transparentes et accessibles.**

Les systèmes nationaux de suivi des forêts solides et transparents sont essentiels aux pays pour informer efficacement les processus nationaux de prise de décisions liées aux forêts, tout en se conformant aux engagements internationaux, comme ceux pris au titre de la CCNUCC.



### Fonctions de suivi

Les fonctions de suivi peuvent aller au-delà de l'évaluation du carbone des forêts, pour inclure d'autres éléments comme la santé, la biodiversité, la production, la protection et les fonctions socioéconomiques des forêts, ainsi que des cadres juridiques et politiques liés au secteur forestier. Dans certains pays, les systèmes nationaux de suivi des forêts s'appliquent aux arbres en dehors des forêts et contribuent au suivi de l'utilisation des terres.

## Nécessité d'un mécanisme de coordination multisectoriel

Si la fonction de suivi inclut des données sur les forêts et les terres, un **mécanisme de coordination multisectoriel** articulant l'information sur les forêts, l'environnement et les changements d'affectation des terres sera nécessaire. Une fois cette clarté obtenue, et les structures de gouvernance du SNSF définies, le système peut être appuyé par l'établissement d'une base juridique pour le suivi national des forêts.



Ceci peut traduire le besoin des dispositifs institutionnels de clarifier et de coordonner les rôles et les responsabilités des diverses entités impliquées dans le SNSF, et de promouvoir l'allocation de ressources financières et humaines. Dans certains pays, cela peut aussi requérir la création d'un service ou d'une unité particulière pour opérer le SNSF.

## Résumé

Dans cette leçon, vous avez appris que:

- Un **SNSF solidement institutionnalisé** de peut aider à assurer **l'appropriation** et **la permanence** de la collecte de données, ainsi que l'adoption d'une structure de **gouvernance** claire, définissant les **rôles** des différentes **entités** impliquées dans le SNSF et les **systèmes d'information** s'y rapportant.

- Les **efforts** des pays pour mettre au point et **institutionnaliser** leur SNSF sont **fondamentaux** pour améliorer la **transparence** et l'**appropriation** nationale, ce qui est essentiel à la **durabilité** du système, ouvrant la voie à une utilisation plus **rationnelle** des **données sur les forêts**, plus de partage de données et de transparence.
- Garantir l'accès et le partage de données entre institutions peut parfois être difficile, et des **solutions informelles** peuvent produire des **résultats peu fiables** et peu durables.
- Puisque l'information faible sur les systèmes de partage de données, ou l'absence d'information, peut donner lieu à une **duplication des efforts**, un **mécanisme de coordination multisectoriel** articulant l'information sur les forêts, l'environnement et les changements d'affectation des terres peut être **hautement efficace**.